# BULLETIN

du Secrétariat Européen de la IVe Internationale

(Réservé aux Membres des Sections Européennes de la IVe Internationale)

# La Révolution grecque

**JANVIER 1945** 

PRIX: 5 Francs

Oc. Bulletin contient outre une partie d'indications générales sur la structure économique, sociale et politique de la CHEMOE, la chronique compléte des événements militaires et politiques entre 13 décembre et 10 19 Jenvier 1945, date de l'armistica général entre les E.L.A.s. et la général anglais Scobiu.

Los faits sont exposés sans commentaires et sans parti pris.

the matter of the same that the same that the

Ils serviront de or mise ancreu, nécessairement superficiel, sur la révolution grecque, en attendent que noue parvienre de nos camarades grees le rapport exact sur l'action revolutionnaire des masses it leur intervention dans la domaine économique et politique

. Fur out aspect de le sucstion, nos renseignements actuels sont particulibrement maigres. Nous savons sculement que las forces policières avaient été remplacées partout où la résistance populaire s'était imposée par la POLITOPHILAKI, c'est-è-dire la Milice Populaire, que les tribunaux ont été remplacés aussi par des tribunaux populaires, que la Milice fixedt et receveit les impôts, contrôlait et distribusit les vivres () " YOUT TITE, décembre 1944). Ce sont là des mesures qui démontrent la profondeur de l'action des masses.

Mais il scrait moore plus intéressant de savoir, quell a formas conor to a pris l'organisation des masses dens les village, les usince, les quartiers, les formations combattantes. Ou lle était aussi la véritable situation dans la Parti Stalinian, divisé en une sile droite (porpuvangunis) st une aile gauche (CTARAS), et enfin quel fut le rôle de nos commandes of des autres courants ouvrière.

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

THE RESIDENCE OF THE PARTY OF T

THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

MARK THE LAKE OF THE

CONTROL OF THE PARTY OF THE PAR

THE RESIDENCE OF THE PROPERTY OF THE PARTY O

#### LE PAYS.

120.000 km c2 de surface, soit 1/4 environ de la France.

7.000.000 environ d'habitants.

Le pays agricole le plus pauvre des Balkans, excepté l'Albanie.

Il produit et experte du tabac, de l'huile, des raisins, des fruits.

Sous-sol pauvre. Gisements importants de bauxitecet de lignite.

Par contre, la Grèce est le pays le elus industrialisé des Balkans. Principales industries: l'industrie du tabac, localisée à Salonique, Kavalla, Serres, Drama, Kanthi, Agrini. L'industrie textile est localisée à Athènes et au Pirée. Très forte marine marchande (la dixième du monde). Population ouvrière active: 500.000 environ.

Principales catégories d'ouvriers: Ouvriers de tabae, de textile, marins, de transports terrestres.

Majorité absolue des paysans: raysans pauvres.

## L'HISTOIRE POLITIQUE.

L'Etat néo-grec date de 1832.

De 1832 jusqu'a 1909, le pouvoir politique était partagé entre les féodaux et les bourgeois.

In 1909, Venizelos, chef du parti libéral de la bourgeoisie nécgrecque, chasse définitivement les féodaux du pouvoir et procède aux premières mesures de réforme agraire. Cette dernière, une des plus radicales en Purope, s'est pousuivie à travers les guerres balkaniques (1911-1913), la guerre mondiale de 1914-1918 et atteignit son point culminant en 1923. En même temps, le pays s'industrialise.

Mais c'est surtout après la défaite en Asie mineure de l'armée grecque par les Turos en 1922 mue l'industrie a fait ses plus grands progrès.

Les 1.500.000 réfugiés de l'Asie Mineure constituaient une masse prolétarisée qui a fournie aux capitaux indigènes et étrangers une main d'neuvre abondante et bon marché.

Jusqu'à 1933, la plus grande partie des capitaux étrangers était d'origine anglaise, française et américaine. Depuis, la pénétration économique allemande a fait en Grèce, comme dans tous les Balkans, des progrès décisifs.

La Grèce est un pays fortement endetté envers l'Angleterre. Le 1/3 environ du budget est absorbé par les intérêts des dettes anglaises.

#### L'EVOLUTION POLITICITY RECURITE.

La république a été proclamé en Grèce en 1923 après la défaite (1922) de l'armée gracque en Asie Mineure (comp d'Etat de PLATIRAS). Elle a durée jusqu'à 1935.

La monarchie a 4té resteurée à cette date, grâce au coup d'Etat du général FUNDYLIE.

L'année 1936 fut particulièrement mouvementés. La radicalisation des masses se développait à un rythme accéléré. En mai 1936 éclate, après une série d'autres grèves moins importantes, la grande grève de salenique. Les masses se rendirent plusieurs jours durant maîtresses de la situation et le gouvernement s'est vu obligé de mebiliser des forces importantes de l'armée pour venir à bout de leur résistance. Le 6 acût 1936, le général MENTAXAS instaure la dictature la clus sanglangte que la Grèce ait jamais connue. Le meuvement révolutionnaire a été rétrimé rar des méthodes qui rivalisent avec celles employées par Hitler et Mussolini. Le régime METAXAS a pris fin après l'occupation du pays par les Italiens et les Allemands en 1941.

Mais l'oppression des masses continua à travers l'occupation.

Depuis octobre 1940, date de l'invasion de la Grèce par l'Italie,
la Grèce a perdu 84.000 morts sur les champs de bataille, 82.00 fusillés par les occupants, 500.000 déportés et 700.000 morts de faim.

1.300 villages et villes ont été complêtement détruits ou sérieusement endommagés.

L'inflation ouverte a réduit presque à zéro la valeur de la monnaio, (la circulation a passé de 9 milliards de drachmes en 1939 à 2,5 millions de millions en 1944) prolétarisant en masse les couches petit-bourgeoises.

#### LE MOUVEMENT OUVRIER.

REPRESENTATION OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY

En 1919 fut créé le PARTI SOCIALIST GREC, qui un an après adhèra à la III. Internationale et pris le nom du PARTI COMMUNISTE GREC.

A 15 mcmc date (1919) fut créé aussi la CONFEDURATION GENERALE DU TRAVAIL.

En 1927, à la suite de la crise générale de la III. Internationale, provoquée par l'exclusion des Bolchéviks-Léninistes russes du partibolchévik en URSS., le parti communiste grèc se soinde en deux. L'opposition de Gauche, avec en tête le camarade Pouliopoulos, sécrétairs du PCG., édita la révue "SPARTARUS" et fut connu par la suite parmi le prolétariat gree sous ce nom.

En 1923 une autre organisation de gauche, prâchant la nécessité de former "un vrai parti communiste" par l'éducation théorique préalable des cadres, en s'abstement pendant un certain temps de toute activité politique ouverte, se constitua et fit paraître la révue "ARCHIVES DU MARYIMES". Elle est depuis connue comme l'organisation

des "ARCHIOMARXISTES". O est cette organisation qui représenta officiellement entre 1973-1934 le mouvement de l'opposition de Geuche en Grèco. In 1936, elle se seinde en deux. Une partie s'orienta vers le Bureau de Londres, l'autre fusionna avec l'organisation. "Spartacus", formant la section actuelle de la Ivème Internationale en Grèco.

Il n'y a pas de mouv mont réformiste sérioux en Grèce, ni de mouvement anarchiste.

Peu avant la guerre, la radicalisation des masses paysannes en Thessalie, en Macédoine et en Thrace à donné naissance à une série de groupements politiques agrariens gravitant autour le PCG., qui est le principal pôle d'attraction aussi bien pour les masses prolétariennes que paysannes.

### LES ORGANISATIONS EN PRESTNOE.

## La Gauche.

E.A.M. = Front National de Libération. Organisation politique de résistance contre l'accupation du pays par les forces de l'Axe.

Elle comprend outre le Parti Communiste Grac, qui est son véritable animateur, les goupements politiques suivants, pour la plupart incaistants avant la guerre et aujourd'hui peu importants: le Parti Cocialiste, l'union des Démocrates Populaires, le Parti Agrarien, le Parti Cuvrier Cocialiste, l'Union Socialiste Gracque, le Parti Social-Démocrate, le Parti Ouvrier et Paysan, la gauche du Parti Libéral et plusieurs autres organisations et personnalités. On évalue à 1.500.000 les membres de l'FAM., ouvriers et paysans pauvres dans leur grande majorité.

F.L.A.S. = Armèe Perulaire Démocratique de Libération. C'est l'organisation militaire de l'DAM. Elle est composée de 50-70.000 partisans armés pour la plumant par leurs propres moyens, grâce aus armes soit cachées pendant la rétraite et après la dissolution de l'armée grecque en 1941 soit conquises sur les troupes occupantes et les formations de droite. Les 'nglais, d'après leurs propres aveux n'ont feverisés cue l'ermement de l'ELDS.

## h. La Droite.

E. N.S. = Armée Démocratique Grèceue de Libération. Organisation militaire des 15-20.000 partisans promonarchistes, profascistes armés per les Anglais, sidés per les Allemands et le gouvernement de RHALIN dans leur lutte principale contre les partisans de l'ELAG. Ils ent joué en Grèce, sous le prétexte de compattre les Allemands, le même joué en Grèce, sous le prétexte de compattre les Allemands, le même joué double que Mikhailovitch en Yougoslavie.

Gestapo et le gouvernement de Rhallys pour séconder, surtout dans les villes, le travail de la Gestapo et de la police gràcque. Les SS.grècs.

"BRIGADES DE LA MONTE GNE" et "B'TAILLON SACRE" = Formations militaires, créées par les inglais et le gouv rhoment de PAPAANDREOU en Egypte et dans le Proche Orient après la révolte de l'armée et de la marine grouque en Egypte l'année passée. C'est une armée formée par des éléments arriérés encadrés d'officiers réactionnaires.

"POLICE DE SECURITE EPPCIALE" = la gendarmerie grecque, qui a "assurée l'ordic" à Athères et au Pyrée pendant l'occupation, sécondé par le Gestapo et les "Fretions de Sécurité". Dans le reste du pays, controlé pour le plus grande partie par les partisons, la gendarmeire avait complé sement disparce et fut remplecée par la milice populaire.

"GARDE NATIONATE" = Formation policière, créé par le gouvernement Papeandréeu ette les effectifs de la classe 36 pour remplacer l'ancienne gendarmerie.

#### LES PERSONNAGES POLITICUES.

PAPANDRFOU. Un des londers du parti libéral de VFNIZELOS. Ensuite chef d'un groupement politique indépendant qui a pris pendant la guerre le nom de Parti Socialiste.

N. PLASTINAS. "Llitariste. Il a acquis une certaine rénommée et même une certaine popularité en 1922, après la défaite de l'armée grocque en ésie Mineure en se dressant contre la Monarchie et le gouvernement de COUNARIS, rendus responsables de la défaite. Partisan de VFNIZELCS. Il intervenait par la force chaque fois que ce dernier perdait le pouvoir aux elections. Fmigré depuis 1935 en France.

SOFOULIS. Successeur de VENIZETOS à la direction du Parti libéral.

Colonel ZERVAS. Militarista réactionnaire ayant pris part à tous les coups d'Etat depuis 1923 comme chef des bandes prétorionnes vendues chacque fois au plus officent. Chef de l'ETES.

SARAFIS. Officier partisan, jusqu'à 1936 de VENIZELOS, anti-monarchiste. Rellié à la politique "front-populiste" du parti communiste gree pendent le distature de METAXAS, il fut exilé par ce dernier. Avec un groupe d'outres officiers "républicains", poursuivis oux aussi par METAXAS, comme BAKIRTZIS, MANTAKAS etc., il s'est mis à la tête de levias.

## LA SITUATION AVANT LE 3 DECEMBRE.

Los troupes britanniques ont fait leur entrée à Athènes le 18 octobre 1944, où déjà les forces de l'PAM. et de l'ELAS. étaient maîtresses de la situation. Le départ des troupes nazies a donné dans tous le pays le signal à une agitation révolutionnaire qui grandissait de jour en jour. Des grandes manifestations se déroulaient fréquemment à Athènes, à Salenique et dans les autres centres du pays. Les masses revendirusient l'abolition de la monarchie, le desarmement, le dissolution et le chétiment des forces réactionnaires et fascistes de l'armée, de la gendarmerie et des sections de sécurité, l'amélioration du revitaillement et la reprise économique. Le point crucial restait le desarmement, la dissolution et le chêment de l'EDES, de

la gendermerie et des sections de sécurité.

La bourgeoisie de son côté et SCOBIE, représentant de l'impérialisme britannique, ne visai nt ou'un seul but, le desarmément préalable de la milice de l'TAM. et de l'ELAS. Avant déjà la "libération", les représentants de l'EAM. et de l'ELAS. avaient en principe accepté le desarmement de leur forces et le constitution d'une "armée nationale". Un nouvel accord est intervenue après la "libération", solon lequel le police de l'EAM. qui fonctionnait à Athènes et dans une série d'autres villes devait être dissoute et remplacée par la Garde Nationale, constituée par les effectifs de la classe 36, mue le gouvernement de Papandreou avait mobilisé, tandis que les forces de l'ELAS. devei nt être dissoutes event le 20 décembre et remplacées par une Armée Nationale constitué par les effectifs de trois autres classes. dependent le 19 novembre le Gouvernement Papandreou appelait à Athènes le "Brigade de Montegne", cui combatteit jusqu'alors en Italie. Les représentants de l'EAM. déclaraient alors que l'accord intervenu entre cux et le gouvernement se trouvait modifié par la présence de la "Brigade de Montagne" minsi que du "Bataillon sacré". Ils ont tout d'abord demandé ou'une brig de de l'ELAC. d'une force équivalente à celle de ces forces réactionnaires soit maintenue et fasse partie de l'ormée régulière. D'après EDEN (déclaration aux Communes 8-12-44) et PAPANDREOU après quolques jours les 6 ministres de l'EAM. dans le gouvernement ont changé d'avis sur cette aucstion et on demandés, au lieu du maintien de la Brigade de Montagne et de la Brigade de l'EAM., la démobilisation de la première. Tous les autres ministres ont refusé d'accepter cette condition. Le lendomain, 1 décembre, la police de l'EAM. refuseit de deposer ses armes leson l'accord antérieur. PAPANDRE OU présente alors au consult des ministres un projet de décreit stipu. lant que la décision du gouvernement devait être exécutée. Mais les ministres de l'TAM. refusaient de le signer et démissionnaient. C'est alors seulement (toujours d'après FDEN et PAPANDREOU) que SCOBIE, approuvé par le gouvernement brita nique, a fait son intervention, déclarant que: "Je reste aux côtés du présent gouvernement constitutionnel jusqu'à ce que la nation grecque possède une armée sous ses ordres et soit en état de procéder à des élections libres. ci nous ne réussissons pas le change ne saurait être stable et le peuple no sera pas ravitailé."

Copendant, la version donnée par la radio d'Athènes et par la presse libérale de l'Angleterre et des Etats-Unis est toute différente. Voici les objections à la version officielle d'EDEN et de PAPANDREOU, apportées par le journal anglais "NEWS CHRONICLE" du 11-12-44.

"Vers 4.30 de vendredi l'écombre le général SCOBIE a fait distribué des tracts sur 'ls Grèce entière' concernant la cuestion de la démobilisation. Les tracts informaient le peuple gree que les forces armées de l'TAM. doivent être dissoutes et que l'armée britannique exécuterait cet ordre. Ce tract, qui a été probablement approuvé exécuterait cet ordre. Ce tract, qui a été probablement approuvé exécuterait dans le gouvernement rompait une condition essentielle de l'accord, à savoir que l'EAM. était autorisé de garder une force armée égale à celle de le Brigade de Montagne et du Bataillon Sacré réunis. A 7 heures du même jour, cinq heures avant le refus des ministres de l'EAM., le général COBIE menaceit déjà le peuple gree, par la force et par la famine, s'il n'acceptait pas le démobilisation selon ses ordres par la famine, s'il n'acceptait pas le démobilisation selon ses ordres

A mimuit, vendredi le 1 décembre 1944, 6 des 7 ministres de l'EAM. du gouvernement Papandreon démissionnaient. Le lendemain, 2 décembre, le Comité Central de l'EAM. se réunissait et décidait d'organiser une manifestation de protestation à la place de la Constitution à Athènes pour 10 b., dimanche matin, le 3 décembre.

## LA MANIFESTATION DU 3 DECEMBRE.

Dimanche matin vers le beures, et malare l'interdiction du gouvernement, plusiers milliers de personnes défilaient à la place de la
Constitution. "La foule, oui portait des bannières", relate la presse
libérale anglo-américaine, "était pacifique et absolument sans armes.
Plusieurs mèrs étaient venues avec leurs bébés, qu'elles portaient dans
leurs bras. Il y avait un grand nombre de femmes et d'enfants. " A
mesure que les manifestants défilaient, des cris "Vive Roosevelt" se
faisaient entendre, suivent les représentents de la presse. C'est alors
que, comme à la suite d'un signal donné, la police du gouvernement grec
cuvrit le fou avec des fusils et des fusils mitraillettes. Tapis derrière les murs, perchés sur les toîts plats et les balcons des deuxièmes
étages, les policiers déversaient des milliers de projectiles d'armes
automatiques sur les manifestants.

Comme une secondo vague de manifestants de l'EAM. parût à ce point de la ruc, la police accrut encore l'intensité et la portée de son tir en faisent usage d'armes plus lourdes, probablement de mortiers et de legers fusils anti-chars. Cuelques cutes blindés anglaises étant sur les lieux cuand la police ouvrit le feu. D'autres cui arrivèrent plus tard, rammssèrent parmi les restes dispersées des manifestants des bannières, dont plusiers gisaient dans de grandes flaques de sang.

Les Athèniens, endurcis par huit années de dictature et de terreur firent preuve d'un courage incroyable en face de ces armes modernes de déstruction... Pendent cue la police tirait sur les menifestants desarmés, la foule inébranlable continuait à avancer. Seuls quelques uns cherchèrent un abri. Cuand les manifestants parvinrent à l'endroit où leurs camarades étaient tombés, ils s'arrétûrent cuelques minutes pour rendre hommage à leurs morts. Alors les tanks s'avancèrent, intiment à la foule l'ordre de se disperser. Quand la police cessa son feu "sauvage et féroce", solon l'avis même des "TIMES" du 4-12-44, 23 morts gisaient sur le pavé, il y avait plus de 150 blessés. Le plupart des victimes étaient des jeunes gens et des jeunes filles au-dessous de 18 ans.

Le riposte des masses | la provocation du gouvernement était immédiate. Athènes était déjà le 3 décembre sans courant électrique et l'EAM. ordonnait pour le lendemain le grève générale. PAPANDREOU, tentant de rojeter sur l'EAM. le responsabilité de "la guerre civile" qui entrait effectivement dans une phase ouverte, faisait le même jour (3 décembre) la déclaration suivante; qui a été lue à la lumière de bougies devent les correspondants (trangers et retransmise par radio de Londres pour qu'elle soit écoutée par le peuple grec:

LA DECLARATION DE PAPANDRYOU en date du 3 DECEMBRE 1944.

"C'est avec une poinc profonde que je m'adresse aujourd'hui à la Nation. Notre unité nationale, est, hélas, actuellement ménacée. Le Pouple Gree sait avec quelle foi nous avons lutté, depuis l'époque de la Conférence du Liban, pour le réalisation de cette unité. Notre devis a toujours été: "Ine Patrie, un gouvernement, une Armée au service de la Nation et sous les ordres du Gouvernement." Achever l'unité national était notre espérance et pendant les trois mois d'existence du gouvernement cette idée a apporté un grand réconfort au pays. Elle a permis le "miracle" d'une libération sans effusion de sang et un sentiment de reconnaissance envers le gouvernement d'Union Nationale pour cet évè noment boureux et historique a jailli du coeur de toute la nation. De

retour dans le pays libéré le Gouvernement a poursuivi sa tâche. Il a énoncé ses buts lors des déclarations du 18 octobre. Son premier travail était la restauration économique, mais il devait égalément poursuivre un autre but, c'est-à-dire trouver la formule transitorie pour le passage de la Résistance Nationale clandestine à un libre Etat de Justice, à l'affirmation de la Liberté, de la Loi et de la complâte restauration de la souvérainete du Peuple.

Fidèles 'nos promesses, nous avons proclamé la dissolution de L'EAM. et des forces de la résistance. Nous avons égal ment proclamé le mobilisation de la classe 36 qui devait former une Gardo Nationale chargée de sauvegarder la Liberté et la Loi. Les décisions du Gouvernement ent été prises à l'unanimité et nous en droit d'espérer, qu'au cours du mois de décembre, un état libre pourrait être restauré et servit en mesure de préserver les libertés et défendre la sécurité du peuple.

Mais, inopinément, la crisc est survenue. Pourquoi? La responsabilité de la guerre civile ouc nous subissens est extrêmement graveet la pays doît committre les coupables. Le projet de la dissolution des forces de la Résistance figurait dans le programme du Gouvernment, mis, apres coup, une cutre condition fut exigée: la démobilisation totale de la Police. Ceci n'était pas prévu dans notre programme commun, il avait été convenu seulement qu'une épuration sérieuse serait effectué dans cet organisme. Malgré tout, et afin de prouver notre complète adhésion à la cause de l'unité nationale, nous avons accepté cette condition. Il nous aété demandé, alors, que les nominations de tous les officiers désignéspour encadrer la classe 36 soient ratifiés par les ministres d'extrême gauche. Dans nos accords antéricurs, aucune obligation de ce genre n'existait, mais il avrit convenu que le Ministr de la Guerre et le Chef de l'Etat-Major pourrait choisir parmi les pursonnalités inspirant confiance à tous les groupements. Malgré tout nous avons encore accepté, toujours dans le but de contribuer à l'unité nationale. Et lorsque par suite de l'extrême urgence, on commit l'erreur d'envoyer des officiers dans les provinces, pour servir de cadres dans laGarde Nationale, sans avoir la ratification préa-

immédiatement et nous avons décidé aussi des changements au Ministère de la Guerre. Nous avons accepté la démission du sous-sécrétaire d'Etat à 19 Guerre, du Directeur et du Chef du Personnel du Ministère de la Guerre. Nous avons confié le Sous-Sécrétariet à la Guerre au général qui nous fut proposí. Bien plus, on exigea, outre la dissolution des forces de la Resistance, la dissolution de la Brigade de la Montagne et du Batrillon Sacré. Une telle clause n'était pas contenue dans nos accords communs, nous avons rénondu que ces unités constituaient une armée régulière, que le guerre continue et que ces dues unités sont les seules à notre disposition, jusqu'à ce qu'une armée nationale soit organisée, pour la participation de la Grèce dens la lutte aux côtés des Alliés. Nous avons signalé à coux qui avaient présenté de telles exigences que ce point de vue était partagé par le Gouvernement Britermique et par le Grand Quartier Général Allié. Là encore, nous avons cherché une solution satisfaisante. On nous a proposé de laisser subsister certaines unités des Forces de la Résistance et on nous a domandés que les Forces des ELAS. soient nussi nombreuses que celles de l'armée régulière et des IDES. réunies. Nous avons cussi accepté ces propositions. Nous espérions qu'ainsi les cuestions litigeuses soreie t enfin résolues et que nous pourrions envisager l'avenir avec confiance. Mais brusquement, la crise éclata.

Le 1 décembre, suivant l'accord unanime du Conseil des Ministres, la Garde Civile de l'EAM. devait transmettre ses pouvoirs à la Garde Nationalo. Mais les ELAS. refusèrent. Nous avons décide que l'ordre de démobilisation devait être signé par tous les membres du Cabinet, cette signature étant pour nous une question de confiance. Mais les ministres de l'êxtrème gauche, malgré l'accord antérieur, ne signèrent pas et le crise éclata.

can have the store

Maintenant une question se pose: qui est responsable? Le pays sait que nous avons fait tous les efforts possibles pour préserver l'unité nationale et nous n'avons pas craint de nous exposer à des sévères critiques par nos nombreuses concessions faites à l'extrême gauche. Les critiques, d'ailleurs no nous ont pas été épargné mais le principe directeur de notre politique n'est pas la popularité mais le devir. Nous sommes restés formes dons notre attitude parce que nous savions ce que la guerre civile représentereit pour la Nation. Notre conscience est nette parce que nous ne sommes pas coupables. La responsabilité des leaders de l'extrême gauche à l'égard de l'Histoire et de la Nation ost lourde, car, melhourousement, les difficultés provoquées à la Confirence du Liban se renouvvellent. De nouveau, ceux qui se sont opposés à une conciliation, dominent. Il apparaît cu'ils avaient accepté l'existence d'un Gouvernement d'Union Nationale à la seule condition que tout le pouvoir soit dans leurs mains, et c'est pourquoi, lorsque le démobilisation de l'EAM. fut décidée ils se rébellèrent et imposèrent leur volonté. Il heure actuelle par la grève g'nérale qu'ils ont déclinchée par la reconstruction du Comité Central des ELAS. et par les armes ils conduisent le pays à la guerre civile. La faute incombe donc à ce parti. C'est en vrin qu'ils accusent depuis hier le Gouvernement de préparer le retour du fascisme et l'abolissement des libertés du pouple par un retour de l'esprit réactionne re.

La loi de réorganisation de notre armée fut votée à l'unanimité par le Consoil des Ministres et cuand celle-ci est sur le point d'être appliquée suivant leurs décisions avec quelles forces matérielles pourrions-nous organiser le fascisme? Toutes les lois sociales et financières ont été proposées par le Ministre de l'extrême-gauche et ont été votées à l'unanimité par les Ministres. Cuel retour à la réacti on feisons-nous? A l'heure actuelle le Couvernement rest ferme dans ses directives politiques, ce qui ne constitue pas une concession à l'extrême-gauche, mais représente nos convictions. Nous demeurons les ennemis mortels de la réaction et nous défendons la liberté et la justice sociale. La preuve en est donné aujourd'hui, dans le conflit qui oppose l'EAM. à la Garde Nationale. L'extrème-gauche appuie les ELAS. Oil sont les membres c'une organisation alors que nous appuyons la Garde Nationale qui est l'émanation de la volonté du peuple. Ils prêchent le souverainété du Peuple par des mots, mais nous, nous l'appliquons.

Au nom du Peuple et de la Nation nous accusons les chefs de l'extrême-gauche d'avoir provocué le guerre civile ce qui est un grand melheur pour le pays Mais en même temps nous ainerions nous adresser à leurs partisans du début. Nous nous addressons aux officiers et aux soldats des ELAS, de même cu'aux membres de l'EAM, pour leur dire: "Vous vous êtes battus pendant la période de Résistance contre l'envahisseur et avez ajouté des réges de gloire à l'histire de notre pays. Vous vous êtes bettus ensuis contre l'Etat, mais l'Etat était de vous battre. Actuellemm t, vois êtes appelez au combat par vos ancions chefs et on vous demande dehouveau de vous battre contre l'Etat. Cependant, il s'agit main tenent de l'Etat Grec. Pouvez-vous

agib ainsi ? Par sette lutte vous plongez notre peuple dans la misère, par la reconstruction illégale des Elas, vous êtes les propagateurs de la guerre civile qui laisse nos frontières à découvert devant l'ennemi."

Jeunesse de Grèce, nobles et vaillants héros de la Patrie, nobles et vaillants héros de nos batailles nationales, vous est-il possible de frapper la nation au coeur ? Ce pays a survécu aux coups de trois barbares envahisseurs, mais il ne pourra pas survivre aux coups de ses fils. Non, jeunes de grèce, membres de l'EAM, vous ne pouvez pas tourner vos armes contre la Patrie. Pendant le temps de l'esclavage, le Parti c'était la Patrie et vous deviez lui obéir. Maintenant malheureusement, l'appel du Parti est une chose, et l'appel de la Patrie une autre hose. Il est de votre devoir d'obéir à l'appel de la Grèce ! Le gouvernement sait qu'il a la grande majorité des citoyebs à ses côtés. Il exprime sa profonde gratibude au gouvernement britannique et à ses représentants en Grèce dans leur aide pour le rétablissement de l'ordre et de la liberté pour le peuple gres.

Nous désirons que tous les citoyens scient à nos côtés car nous nous battons pour la Grèce. Unis, nous devons surmonter cette crisé malheureuse, restaurer la liberté et la loi et aller fermement de l'avant. Avec l'aide de nos enfants et de nos grands alliés, la Patrie trouvers de nouveau le chemin de la Vérité.

Vive la Grèce éternelle !"

LES EVENENENTS DU 4 DECEMBRE .

Malgré la proclamation de la loi martiale et la terreur que les forces britanniques s'efforçaient de faire régner sur la population, des milliers d'Athéniens ont de nouveau manifesté le 4décembre sur la place de la Constitution, brandissant des bannières sur lesquelles des mots d'ordre étaint inscrits avec le sang des victimes de la démonstration du Dimanche. Ils criaient "A bas le gouvernement l'Vengeance !" (Times, 5/12/44)

Le même jour le général CAT SOTAE, gouverneur militaire d'Athènes, donnait un délai de 72 heures eux forces armées de l'EAE et de l'ELES pour quitter Athènes et ses environs.

Répétant le déclaration identique de Sochie, il soulignait qu'après ce délai tout homme armé qui entrerait dens Athènes serait considéré comme ennemi."

Scobie de sa part décrétait la loi martiale et la couvre-feu à Athenes et insistait sur se décision de se tenir aux côtés du gouvernement de Papaandréou et de réprimer l'action des troupes de l'ELAS caractérisée comme "mutiherie", par la force.

Trois formations d'ouvriers, selon le presse britannique, composées respectivement de 200, 800 et 1200 hommes venaient d'âtre desarmées par les troupes de Scobie. Cependant la grave générale, ordonnée par l'han connaissait un succès complet. Toutes les usines, magasins, services publics et privée ont été paralysés. Les ouvriers dockers du Pirée manifestent armés de bâtons, de couteaux et de quelques armes à feu et faisaient arrêter toute la vie du Pert. En même temps les forces de l'han et de l'Elas commençaient à pénétrer à Athènes et au Pirée et à passer à l'attaque contre les forces de la police, des sections de sécurité et de l'EDES. Les tanks anglais commençaient de leur côté à timer sur les partisans. Vers la fin de la soirée du 4 décembre, le peiple armé était déjà maître de la plupart des commissariats des deux villes.

## LES EVENEMENTS du 5 DECEMBRE.-

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

Le 5 décembre, la grève générale prend une ampleur encore plus considérable. Tous les ouvriers du Pirée abandonnent le travail et manifestent. A Athènes, les masses manifestent devant l'ambassade britannique, aux cris : "Soldats britanniques laissez-nous choisir notre gouvernement". Le mot d'ordre de la ville : "A bas Papaandréou !" change et devient éMort à Papaandréou !".-

Pour la première fois, les troupes britanniques interviennent activement, pour protéger les forces réactionnaires attaquées par le peuple. Le communiqué de SCOBIE dépeint comme suit la situation : "Les conflits sporadiques entre la police, la gendarme-rie et les Forces de la Gauche ont armée à l'évacuation d'un certain nombre de commissariats de police à Athènes et au Pirée. Les troupes britanniques ont dû intervenir à plusieurs occasions. Les éléments de gauche ont capturé un certain nombre des officiers de l'armée et de la marine grecque athsi que des civils."-

En province, les ELAS désarment les forces de la Garde Nationale (TIMES 6 /12/44.) - SCFOULIS, leader du Parti Libéral, déclara que Papaandréou lui exprime le désir de démissionner et lui proposa de former le nouveau cabinet. "Cependant, continue SOFOULIS. l'ambassadeur britannique m'informa que, d'après les instructions reques du Premier Ministre britannique, tout changement du chef du gouvernement grec est impossible. Le Général SCOBIE m'a donfirmé cette nouvelle et il m'a demandé de soutenir PAPAANDREOU", SOFOULIS refusa en ajoutant qu'en soutenant PAPAANDREOU il scutiendrait "une diotature". (TIMES 6/12/44/)

En Angleterre, l'opinion publique commence à s'émouvoir de l'utilisation réactionnaire des troupes britanniques dans les pays "libérés". CH'HCHILL déclare dans la Chambre des Communes que l'EAM, cherche à "instaurer une dictature communiste avant que le peuple puisse s'exprimer librement". Plisdeurs députés demandent un débat immédiat sur la situation grecque.

## LA CHRONIQUE des EVENEMENTS du 6 au 25 DECEMBRE.-

Le communiqué de SCOBIE du 6 décembre note une activité réduite des troupes de l'ELAS pendant la nuit du 5 au 6 décembre. Par contre dès la matinée du 6 décembre, les troupes de l'ELAS. commencent une avance résolue vers les quartiers du centre de la ville d'Athènes (les environs de la place de la Constitution), tenues par le gouvernement de Papaandréou et les troupes britanniques nues par le gouvernement de Papaandréou et les troupes britanniques.

Pour la première fois, SCOMIE fait mention de la présence d'un "certain nombre des ex-soldats allemands, dans les rangs de l'ELAS." (TIMES 7/12/44).- Les Britanniques commencent le blocus, en donnant l'ordre à leurs navires, "soi-disant menacés d'être saisis par l'EAAS" de s'éloigner du port du Pirée. La situation alimentaire à Athènes et au Pirée devient critique. La grève générale s'étend à Patras, à Salonique et à peu près dans tout le pays.-

Tandis qu'en 'ngleterre l'opinion publique se prépare pour la discussion du lendemain à le Chambre des Communes sur la situation grècque, plusieurs journeux américains ettaquent la Politicue britannique en Italia (incident «FORZ\*) et en Grèce. (M'NCHESTER GUARDIAN 7-12) Le 7 décembre, les combets s'amplifient à 'thènes et au Pirée. Les Britanniques font usage de tanks, de canons et d'avions. Le communiqué de SCOBIE mentionne le présence de Bulgares, Italiens et Roumains dans les rangs de l'EL's.

PAPANDAPON fait des diclerations à le presse et qualifie l'action des troupes britanniques non pas comme une "intervention" mais comme "l'ecomplissement des aurtre libertés" de la Charte de l'Atlantique.

In ingleterre, grand dibat oux Communes sur la situation grècque.

Le travailliste COCKS dipose et difend une motion, regrettant que
"le discours de sa Grâcieuse Majesti ne contient pas l'assurance
que ses forces ne secont pas utilisées pour desarmer les amis de la
démocratie en Grèce et dans les autres pays de l'Ourope, ou pour
supprimer des mouvements populaires qui ont veillemment contribué à
la défaite dell'ennemi." Le motion a été repoussée par 279 voix contre
30 et plusieurs abstentions.

Le 8 décembre, le communicué de SCOBIE souligne l'arrivée de nouvelles troupes de l'EL'S. dens le région d'Athènes et la capture de prisoniers, parmi les uelles des femmes armées.

La résistance semble partout renforcée. D'après une information d'it ènes (MANCHESTER GUARDIAN 9-12-44) 600 policiers d'ithènes sont portés tués ou disparus pandent la seule journée du 8 décembre.

L' 9 et le 10 d'cembre, la situation à Athènes et au Pirée devient critique pour P'P'NDREOU et SCOBIE. Des nouvelles forces de l'ELAS. penètrent dans les deur villes et deviennent maîtresses de le plus gran de partie de chacune d'entre elles. La RAF, fait usage de bombes contre des fortes formations de l'ELAS, qui se dirigent vers Athènes.

Herold MACMILLAN, ministre brite ni ue pour le Proche Orient, cuitte Londres pour 'thènes. D'après une information non confirmée, le générel SARAFIS aurait déclaré cu'il se considérait encore comme étant sous les ordres de SCOBIE.

To ll décembre, le communiqué de SCOBIE s'exprime ainsi: "Ouclques progès ont été réalisés, mais en général, la situation demoure sans changement. Des nouvelles forces reblles ont pénétré dans éthènes et dens ses environs." On évelue à 10 - 15.000 les forces de l'EL'S. dens la ville et à un chiffre équivalent celles stationnés en dehors d''thènes.

Des renforts sont attendu. L'EAM. et l'ELAS. semblent être moître du Pirée, de la plus grande partie d'Athènes et de tout le reste du pays. Le 13 décembre, les succès de la résistance populaire se confirment. SCOBIE dit dans son communiqué que "le résistance des rebelles ne donne aucun signe de fléchissement" et cu! "à Athènes "plusieurs districts nettoyés les jours précédents ent été réoccupés par les forces rebelles.

Plusieurs immoubles à 'thènes, occupée par les autorités britanniques et grècques, se trouvent sous le feu des canons de l'MLAS. Harold MACMILLAN, accompagné du g'néral ATEXANDER, arrive à 'thènes et con-

state l'insuffisance des treupes britanniques pour briser la rési stance populaire victorieuse. On communique cu'une délégation de l'ELAS conduite par FORPHYROGINIS, ancien ministre communiste dans le gouvernement P'P'NUMEOU à été léeu le 12 d'cembre par SCOBIE, dans le but de connaître quelles étaient les conditions pour mettre fin aux hostilités. SCOBIE exigea: a) que les troupes de l'ELAS, doivent évacuer l'étique, b) que tous les partisons de l'ELAS, dans le région d'Athènes-Pirée doivent correr le feu et deposer leurs armes. Une fois ces conditions romplies, des négociations commencerent pour amoner la réconciliation entre les Grees.

THE STATE OF STATE OF

Athènes en avien, mis à se disposition par le gouvernement britannique.

A Jondres, le conférence du LABOUR PERTY vote une résolution, demandent su Couvernement Britannique de faciliter un armistice en Grèce, gouvernement avenue critique du condemnation spéciale de l'action

Le 13 décembre, la réponse mus conditions de SCOBLE est donnée par un nouvel assaut encore plus puissent du peaple armé contre les positions des beiterniques et des auter réactionne res grèques. Des houtporlaurs parequent athères et diclarent que l'illes prétèrera faire souter in ville meison per meison one de se rendre. La radion d'Athènes a fit ecoup! per les pertions, ainsi que plusieurs autres position maîtragnes dons in ville. L'ensemble presque du Pirae est controlé par l'Etas, ' Selonaque, la grève génicale de colidarité sur combattant de l''tti-ue, out a fte inter roupus pendent quelques jours pour faciliter le revitaillement de le ville, recommence. Des renforts britenniques errivent : 'thèmes et entrent immediatement en action. Le communious de "COBIE depoint comme suit la situation: "Il y a peu de changement dans la situation générale. Les repolles, continuant lour action offensive, out déclenchés dons atta ues résolues, l'une contre I Ditario Crossing done to partie est de la ville, l'autre contre les tromped britanniques ou centr. . Les autre les ent de contenues. La tonsion continue à Enlonique et à Patres et un movement considérable des formations de partisone s'effectué à travers l'ensemble du pays."

Pour le première fois les vi/d. est voilles des treins pleins de dynamite enville ent l'impés contre les touts de treins pleins de tistes britanniques.

La conférence du Labour Party a colopté la résolution du Comité Exécutif par 2.445 occ voix contre 1/7 coo. Pouze autres résolutions ont été présentée, parui los malles e Ale da Syndicat des Cuvriera du Trans port, du syndicat Mational des Chaminots et de la Pédération des Mineur du la résolution n'ait pas été admise à l'ordre du jour, car, dit-il, résolutions de l'ourse pas toujours etre satisfait de telles résolutions de l'étau de roset comme celle de l'Exécutif.

Le 14 décembre, les Britanniques syent des don conforts substintion et la RAF. ondrant plus inergiquement des b ses italiennes, tâchent de passer à le contre-offengive. Japandant le communiqué de scorre de l'athènes de répets une interaction de Mérongages des rébelles dens le contre d'Athènes. que leues prisouriers de l'uges faite par les Britanniques le 13-12-44 le deuxième encretiets, le troisième troislyste, le cuatrième "Socialiste programme".

Le 15 décembre, le quartier britannique à Athènes à été soumis de nouveau au feu nourri des canons de 75 mm. de l'TL'S. Les rues étroites autour de la place de la Concorde à Athènes ont été barré par la déstru ction à la dynamite de plusieurs maisons. Tous les efforts des Britanniques de déloger les occupants du Stadium et de la colline Ardittes ont échoués. SCOBIE mentionne dans son communiqué "que les troupes indi une ont été a taqués au nord de Patras" et que "l'activité des partisans continue dans la région de Salonique où la situation est devenue difficile." On suggère la nomination de l'archevêque D'M'SKINOS comme régent.

L'E'M. a répondu aux conditions de Scobie: Il exige a) Une emmistic générale pour toutes les personnes ayant pris part aux événements du 3 au 15 décembre, b) Une gerentie complête qu'un Gouvernement d'Union Nationale sera formé avec se participation, c) L'éta lissement d'une Régence jusc'à la solution du problème de la monarchie.

Les nouveaux renforts britanniques arrivent. Le 16 décembre est plut ivement colme. Le 17 décembre, PL'STIRAS fait sa première déclaration et appelle les MAS. Il parle de la révolte fomentée par des bandes d'é léments encrehistes et hors-la-loi "qui ont entraînés un certain no par de patriotes grècque."

De communiqué de SCOBIE déclare: Des progrès ont été réalisés au Pirée, mais à 'thènes, la situation resta sons changement." Toutes les troupes de l'Empire (il s'agit des Hinous, attacués au nord de Patras) ont pu être évacués de Krieneri. El est maintanent confirme que le Parti Socialiste et l'Union de la Démocratic Populaire ont rompu avec l'EAM. À Salonique.

En Angleterre, une foule de 15.000 à 20.000 manifestants s'est réunie à Trafalger Square pour protester contre l'intervention britannique en Grèce. On pris la parole des orateurs du Labour Party et du Parti Communiste. A Manchester, une autre réunion à réunie environ 2.000 ouvriers. Une résolution énergique contre l'intervention britannique a été votée le même jour par les syndicats ouvriers de Manchester. (MINCHESTER GUARDIAN 18-12-44.)

Le 18 décembre, les ELAS. attaquent le grand quartier de la RAF. à l'ifissia et la prison Averoff à Athènes. Les Britanniques marquent des progrès au Pirée.

Le 19 décembre, les ELAS. occument la prison Averoff, capturent une partie des prisonneirs de droite (305 parmi les 640), enfermés dans cette prison et cherchent à mettre la main sur le Premier Ministre pendant l'occupation allemande. RALLIS, et l'anoien dictateur PANGAIOS.

Le journal anglais MANCHESTER GUARDIAN du 20-12-44 écrit que les forces britanniques et gouvernementales grècques avaient récu l'ordre de seuver le "Ouisling Premier Ministre Rallis".

Le député travailliste BEVAN attaque le gouvernement pour l'utilisation des troupes hindous en Grèce et soutient que leur emploi a été conditionné par leur éducation politique arriérée. (TIMES 21-12-44).

Le 20 décembre, les Britanniques réalisent de nouveaux progrès au Pirée, tandis que les ELAS. capturent le grand quartier de la RAF. à Fifissia. En Tpire, les FLAS. passent à L'attaque contre los 12.000

ELES. qui se battent sous le commandement du colonel réactionnaire

Le 21 décembre, le communiqué de COBIE déclare: "Des progrès ont été faits pour nettoyer Athènes et le Pirée des forces rébelles. Dans le reste de la Grèce, la situation reste sans changement. L'appel des classes ordonné par le Gouvernement Grec pour la formation des bataillons de la Gerde Nationale à Athènes trouve une réponse enthousiaste."

C'est le 21 décembre que SOOBIE passe à l'offensive générale. Les PLAS. disposaient encore de 20.000 hommes, mais ils manquaient, d'après DAILY TULTGRAPH (22-12-44) de vivres et de munitions. Les hauts-parleurs établis sur les toîts des maisons appellaient pendant tout l'après-midi du 21 décembre tous les hommes valides à renforcer les rangs de l'FLAS. et è tenir bon sur les barricades. PAP'NDREOU fait des nouvelles déclarations è le presse réactionnaire anglaise en remercient l'Angleterre pour son aide qui a sauvé le pays d'une "nouvelle tyrennie" et en regrett ant que les leaders anglais et américains de Gauche ne comprennent pas la nécessité pour la Grèce de "se défendre contre le terrorisme". (DAILY

Le métropolite DAMASKINOS fait les déclarations suivantes: "Cette rébellion n'est pas une révolution fondée sur une idée, mais cous un coup de force d'une minorité d'extrême gauche pour s'emparer du pouvoir. L'archévèque d'Athènes ajoute: "collicité de tous côtés par la droite, la gauche et même l'extrême gauche, ainsi que par les ministres britanniques et américains à Athènes, j'ai accepté la régence, mais je rejette toute idée de partager avec quiconque les responsibalités que comporte cette mission pénible. Ci la nation me confie cette tâche, je pourrai alors vous donner tous les renseignements susceptibles d'éclairer l'opinion publique mondiale, car je considère que la problème grec actuel est intemement lié à ceux qui surgiront dans lous les autres pays après la guerce."

La situation politique demoure confuse. Le gouvernement reste divisi au sujet de la régence. Confrairement à ce qui avait été annoncé, les télégrames demendent au Roi de Grèce la constitution d'une régence n'aureit été signé que par PAPANDREOU. La moitié des ministres se seraient résolument prononcés contre cette solution.

Le 22 décembre, SCOBIE réalise au Pirée et à Athènes de nouveaux progrès. En Epire, les FLAS. poursuivent la liquidation des forces réactionnaires de l'EDEC.

Les partisans albanais se joignont aux forces de l'ELAS., tandis qu'à Salonique arrivent "par petits groupes" quelques centaines de Bulgaros qui déclarent être des déserteurs. (DAILY TELEGRAPH 23-12-44).

Le 23 décembre passe sans grand changement.

Le 24 décembre, on publie la réponse du Comité Contral de l'ELAS. Eux conditions posées par SCOBIE, à savoir: Cessorla résistance à Athènes et au Pirée, déposer les armos et évacuer l'Attique.

Le Comité Central de l'ELAS. insiste sur la nécessité du rétrait hors d'une certaine zone autour d'Athènes, de la Brigade de Montagne et des unités grècques récemment amenées d'Egypte. Il envisage même l'eventualité d'un rétrait de ces troupes dans l'île de syros ou dans autre le de l'archipel des cyclades.

Le Comité Central demende, en outre, le désarmement, sans aucune exception, des officiers et soldats appartement aux anciens bataillons de sécurité de RALLIS. Descriais, ces officiers et soldats devront être consignés dans leurscasernes jusqu'à leur libér tion qui n'aura lieu qu'après une minitueuse vérification d'identité pour chacun d'eux. L'YLAS. accepte le désarmement de ses formations dans les secteurs d'Athènes et du Pirée.

"Nos partisans dans les secteurs d'Athènes et de Pirée, est-il précisé dens la réponse, devront, de toute évidence, après qu'un accord général aura été conclu, cosser la résistance, puis se létirer. Il va de soi ou'en contre parite de motre propre desermement, les troupes des partis de l'opp osition scront l'objet d'une mesure de desarmement simultanés. Cette opéra tion devra être conduite avec équité et entouré de toute la sécurité désirable. Nous proposons donc ou elle soit confiée au Gouvernement Grec jouissant de la confiance mutuelle, mu sera formé. C'est en tout cas une question de principe que la remise de leurs armes par les citoyens grecs soit faite seulement entre les mains du gouvernement gree." Evoquant la démarche du général scoble auprès du maréchal \*LEXANDER, le Comité Central de l'ELIS. fait observer qu'elle constitue vune intervention dans les aucstions intérieures de la Grèce". It il ajoute: "Le peuple hellène est maître de son propre pays et il essentiel cu'il dispose d'un Gouvernement d'Etat véritablement libre et indépendant, puis que ce gouvernement selon le voeu manifesté du pouple, fasse respector par tous les libertés démocra timuss. Co Gouvernement devra, des rue possible, débarasser la machine gouvernementale de tous les éléments qui ont collaboré avec l'ennemi, chftier coux cui se sont montrés indignes de leur pays, former une armée nationalo, toutes les forces de volontaires, y compris la brigade des montagnes et le bataillen sacré étant dissoutes. Le Gouvernement Hellénique devra également organiser, dens le plus bref délai, des élections générale grâce auxqu'iles le peuple hellène pourra décider du régime et du gouverne ment de son choix. Telles seront les tâches du Gouvernement Grec."

Selon le correspondant de l'agence RETTER, COPHOULIS, leader du parti libéral gree, s'est rangé aujourd'hui aux côtés de PAPANDREOU en condamnant l'insumection de l'EAM. et en déclarant que la paix ne pouvait être rétablie que si les ELAS. déposaient les armes.

Des forces de l'TLAS. Évaluées à 20.000 hommes environ ont entièrement occupé anjourd'hui le région de l'Tpire controlée jusqu'ici par des troupes de l'TDS. sous le commandement de ZERVAS. Les troupes du général ZTRV'S ont évacué Janina et se sontretirés dans la ville de Preveza, à la nointe de la péninsule du même nom. Les troupes de l'TDES, ont éprouvé des portes i portentes en hommes (6.000, soit la moitié de leur effectifs) et de nombreuses désertions ont réduit encore leurs effectifs.

Un journal de l'FAM. annonce cue les MLAS. ont décidé de juger comme criminel de guerre tout soldat anglais prisonnier qui aura été convaineu d'avoir bombardé ou mitraillé la population civile.

Lo 25 décembre, CHURCHILL, UT IDEN arrivent inopinément à Athènes et con voquent un conférence des réprésentants de tous les partis politiques sous la présidence de l'archevèque DAMASKINOS.

## LA CONFERENCE D'ATHENES.

La conférence convoquée par Churchill et Eden, commence le 26 décembre à 20 heures à Athènes. Le même jour et malgré certains progrès des troupes de Scobie à Athènes et au Pirée, la radio "VOIX DE L'ANERIQUE" caractérisait comme suit la situation générale : "Les patriotes de l'ELAS et de L'EAN contrôlent presque tout le territoire grec."

## LA PREMIERE SEANCE LE LA CONFERENCE.

La première séance de la conférence qui s'est déroulé en présence de Churchill et Eden, était composée de Mgr. DAMASKINOS, archevêque d'Athènes, PAPAANDREOU, premier ministre, le général PLAS-TIRAS, SOFOULIS, Leader libérel, CAFANDARIS, chef du parti progressiste, I SALDARIS, représentant des royalistes, et MAXIMOS délégué du parti populaire. Les représentants de l'ELAS étaient Giorgos SANTOS, secrétaire général du Parti Communiste grec, et membre du Comité Central de l'ELAS, PATSALIDES, secrétaire général du Comité Central de l'LAN, et le général NANDAKAS, membre du Comité Central de l'ELAS et commandant du premier corps de cette organisation. Lincoln NAC VEACH, ministre des Etats-Unis, Jean BAELEN, ministre de France, et le lieutenant-colonel Gregory POPOFF, chef de la mission militaire soviétique, assistaient à la conférence à titre d'observateurs. Rex LEEPER, ambassadeur de Grande-Bretagne, Harol WAC WILLAN, ministre résident britannique dans le proche-Orient, le Lénéral ALEXANDER, le général SCOBIE, et le brigadier DORREEN représentaient également la Grande-Bretagne.

Dans son directure d'ouverture, Churchill, étudiant les raisons de la présence en grace des Britanniques, a dit : "Nous sommes venus avec l'approbation du président Roosevelt et du maréchal Staline, Maintenant que tous ces évenements tragiques as sont produits, c'est pour nous un point d'honneur d'en finir de façon satisfaisante avec cette affaire. Nous devons, bien entendu, demander que les conditions de général Scobie, soient acceptées et exécutées. Nous pensons qu'un gouvernement grec solide représentant le peuple grec, possédent une force armée suffisante sous la forme d'une armée nationale grecque et avec une police grecque pour le protéger dans Athènes peut être constitué jusqu'à ce que des élections générales puissent avoir lieur."

PATSALIDES, chef de la délégation de l'ELAS, a prononcé une courte allocution dans laquelle il a souligné que les combats entre grecs et britanniques étaient en contradiction absolue avec la tradition-nelle amitié qui unit les deux peuples. "Nous remercions vivement la Churchill, encore une fois, d'avoir pris l'initiative de cette rencontre."

Après la déclaration du Leader de l'ELAS, Churchill a dit : "Nous pouvons maintenant aller de l'avant, nous avons commencé le travail, nous sommes sûrs que mous le finires."

## LES PROPOSITIONS DES ELAS.

Le memorandum que l'ELAS aprésenté à la conférence d'Athènes, contensit les huit propositions suivantes :

- I- Participation de 1 'ELAS au gouvernement dans une proportion de 40 a 50%.
- 2- Reconstitution du gouvernement sous la présidence d'une personna-, lité politique ayant l'agrément de toutes les organisations et de tous les partis représentés à la conférence.
- de Instauration d'une régence si cette mesure convient agalement aux autres membres de la conférence.
- 4- Châtiment des colleborationnistes et des traftres.
- 5- Demobilisation de la Gerde nationals.
- 6- Réorganisation de la marine et épuration des cadres de la police et de la gendarmerie.
- 7- Organisation pour le mois prochain d'un plébiscite à effectuer sous contrôle international.
- 8- Les ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires 6trangères doivent être confiés à des membres de l'EAF ou contrôlés par cet organisme.

La conférence a duré deux jours et a pris fin le 27 décembre. Son résultat inique fut l'acceptation par tous les représentants des partis. Itiques du principe de l'institution d'une régence. Churchill fut chargé de communiquer cette décision au roi Georges Le 2d décembre, Churchill quitte Athenes pour regagner Londres. Avant son départ, il a fait le déclaration suivante aux représentants de la presse:

## LA DECLARATION DE CHURCHILL.

"Aysı e trep s cette tâche nous svons contractis plusieurs responsa. 11: tés gr es. Nous ovons repoussé les rebelles du centre immédiat de la capitale. Nous avons assez de troupes pour nous rendre completement meîtres de la ville d'Atnénes et du territoire de l'Attique environnant la capitale. Plus tôt les parties en présence entandront reison, plus tôt il sera possible de mettre fon au combet. Feis le lutte ne s'arrêtere pes tent qu'un résultet ne sere pas obtonu soit par vois de nagociatione amicales, acit par un emploi plus large des armes." Puis le premier Britannique ajoute : "Nous devons nous sttendre à ce que le président Roosevelt, le maréchal Staling et moi-même nous nous rencontrerons dans très peu de temps. Nous passerons alors en revue cette situation, car si nous no pouvons obtinir satisfactionsur une bose foncièrement démocratique, il faudre probablement recourir po r un certain temps à une sorte de contrôle international. Nous ne pouvous accepter de voir un paupla antiar tombar dans l'enerchie.'

## LES ELAS. ABANDONNENT ATHENES.

Il y s eu peu de changements dans le situation militaire du 25 au 27 décembre. Le communiqué de scoble s'exprimait ainsi: "Les progrès de nettoyage d'Athènes et du Pirée des forces rébelles sont lents mais satisfeisants. D'après certains indications, les troupes rébolles entrées à Athènes et su Pirée au commencement de ce mois se retirent vers des positions extérieures et la résistance dans les deux villes continue à être excrée seulement par les troupes de l'ELAS. originaires d'Athènes et par leurs symphatisants."

Le 29, les troupes britanniques et gouvernementales gracques ont réalisé des progrès grâce à l'affaiblissement de la résistance popula re dû à la rétraite volontaire du gros des troupes de l'ELAS. et à l'utilisation massive de leurs canons, tanks et avions. Le faubourg ouvrier de Kaisariani appelé "le petit stalingrad", en raison de la résistance opiniatre de ses habitants, aété complêtement rasé par los canons englais.

PARANDREOU démissionne en attendant la formation d'un nouveau gouvernement. Le nuit du 30 au 31 décembre, le roi GEORGES annonce sa décision de nommer le métropolite DAMASKINOS comme régent. Le roi déclare que sa décision a été prise en raison de la "situation terrible" dans lacuelle le peuple grec est tombé. Il autorise le régent de prendre "toutes les mesures nécessaires pour restaurer l'ordre et la trancuillité dans le royaume." On attribue à la pression exercée par CHURCHILL et EDEN sur le roi la décision de ce dernier. On annonce d'autre part qu'une note de l'FAM a été remise le 28 décembre à SCOBIE, destinée à CHURCHILL. La note est signée par PARTSALIDES, sécrétaire de l'EAM. et contient les points suivents:

PARTS'LIDES exprime la satisfaction du peuple grec pour "l'heureux événément" de l'arrivée de CHURCHILL à Athènes afin de trouver une solution "le tragique situation existente entre les Grecs et les Britanniques." Il accuse ensuite l'intransigeance de la droite qui a provocué le conflit entre Britanniques et Grecs. Il souligne que "la tragédie du sang et de la femine" attaint à Athènes son point culminant, et continue ainsi: "Vous nous permettez de croire cu'il n'y a aucune raison qui justi fie la continuation de la lutte étant donné que la Gauche a accepté les points fondamenteux du mémorandum du Général SCOBIE"." "Le peuple grec n'a jamais cessé de croire avec une profonde gratitude à ses grands Alliés et particulièrement à la Grande Bretagne. Son brûlant désir est de voir toutes les forces armées alliées unies dans la lutte commune pour écraser l'Allemagne de Hitler."

Les troupes britanniques et grecques ont réalisés de nouveaus progrès à 'thènes et au Pirée. Le grand port est pratiquement de nouveau sous leur contrôle. A Athènes ils ont occupé la colline Ardittos qui domine le région du Stadium. Les ELAS, ont déclenché une forte attaque contre le mont de Lycabette. Deux grandes incendies, dans le district de Syngros à l'est d'Athènes continuent à faire rage.

Le 31 décembre, le régent DAMASKINOS commence ses pourparlers avec les partis de droite pour former un nouveau gouvernement. SCOBIE répond au nom du gouvernement britannique au mémorandum de l'EAM. remis à CHURCHILL. Il considère que la réponse de l'EAM. ne permet pas de savoir si effectivement cette organisation accepte de remplir les deux conditions fondamenteles pour toute cessation des hostilités qu'il lui a posé le 12 et le 18 décembre, a savoir: a) les FLAS. doivent être considérés comme étent sous les ordres de scorir, conformément à l'accord de Caserta et doivent évacuer l'ittique, b) tous les membres de l'ELAS. originaires d'Athènes doivent casser la résistance et déposer les armes. En Epire, les villes de Igoumenitée et de Preveza. La station radiophonique grecque de Pallini, à 7 kilomètres d'ithènes, a été attaqué par les ELAS. qui ont réussi à couper les cables.

Le 1 janvier, des pourparlers commencent entre scoble et des réprésentents de 1'EMM. et de l'ELAS. La plus grande partie d'Athènes est maintenent aux mains des Britanniques.

Le 2 janvier, les conservations avec SCOBIE aboutissent de nouveau à un impasse. Les FLAS., se référent à leur mémorandum du 18 décembre, récla nu le désarmement de tous les groupements grees, y compris la "Brigade de la Montagne", la "Garde Nationale" et la "Gendarmerie", qui combattant aux côtés des 'nglais. Par contre, le général SCOBIE fait le silence sur thènes et au Pirée, l'évacuation de l'Attique par les troupes de l'ELAS. qui devraient au préalable d'poser leurs armes. 'la suite de leur entre-vue avec le général SCOBIE, les envoyés de l'ELAS. se sont présent's chez de Montagne" ne pourrait être réglé cue par le nouveme gouvernement, en voie de formation.

Le général PLASTIR'S a accopté de constituer le nouveau gouvernement grec.

Les combats dans Athènes ont diminué d'intensité. Scules, l'aviation et l'artillerie britanniques pilonnent les routes menant à la capitale. Le général ZERVIS, accompagné seulement de 1.000 hommes -sur les 12.000 qu'il symit au départ de Janina- a fui la côté d'Epire pour Corfou.

Le 3 janvier, PL'STIMAS, à l'issue de son entrevue avec le régent D'M'SKINOS exprime sa volonté de constituer son gouvernement "en dehors des partis politiques".

Des combats sporadiques continuent dans 'thènes où les Britanniques son passés à l'attaque dans le cuartier de Neapolis et dans les environs de la place de la Constitution. L'artillerie anglaise tire de facon intermitten te sur les concentrations de trounes de l'FL'e. Des nouveaux renforts britanniques arrivent à 'thènes.

Le 4 janvier, PLASTIRAS forme son gouvernement, composé de lui-même (4 portofeuilles), de SOFIANOPONIOS, chef du parti agrarien, de SIDERIS, de FOLYVIS, de P. RALLIS et de SAKULAROPONIOS. D'après le JOURNAL DE GENEVE (4-1-45) "le cabinet ne fait aucune concession aux extrémistes de gauche"

PLASTIRAS a déclaré que les buts de son gouvernement étaient: redonner un sens au mot "Etat" en imposant un ordre légal, rappeller ses concitoyen au sens du devoir, punir tous les crimes de collaboration evec l'annemi pendant l'occupation, s'occupar activement des besoins de la population, ravitaillement, log ment et transports, stabiliser la monnaie et venir en aide aux classes ouvrières. PLASTIRAS a ajouté qu'il comptait sur l'appui des Alliés.

Malgré les progrès des Britanniques dans plusieurs secteurs d'Athènes, le résistance populaire continue à être très vive et "parfois même fanstique". (LE MONDE 4-1-45). Les canons de 105 britanniques ont harcélés pendant toute la journée du 3 janvier 45, la nuit du 3 au 4 janvier et la matinée du 4-1-45 les routes du nord d'Athènes par lesquelles se rétirent les dernières combattants de l'FLAS. On est sens nouvelles à Athènes de 2.000 gendarmes, capturées par les ELAS. et amenés à Salonique.

Le 5 janvier, toute résistance organisée à cessée dans éthènes et le Pirée. Les combattants de l'ELAC. se sont complêtement retirés des deux villes et seules des groupes isolés retranchés dans quelques immeubles continuent à se battre.

Les derniers combats ont été extrêment dures et se sont déroulés autour de la prison d'Averoff et le place de la Concorde. Les ELAS. ent perdu 234 tués, loi blessés et 894 prisonniers. Depuis le 3 décembre, les pertes de la résistance populaire s'élèvent à 13.000 hommes tués, blessés et prisonniers. Les pertes britanniques d'après CHIRCHILL (à la Chambre des Communes, le 16-1-45) s'élèvent à 2.101 hommes, dont 237 tués, soit six fois supérieurs à celles subies en combattant contre las Allemends en Grèc Ce chiffre ne comprend pas les pertes subie s par les troupes colonicles britanniques, ainsi que celles des forces réactionnaires grecques, très imp 6.000 maisons ont été détruites à Athènes, dont la plupart des / ortantes maisons cuvrières dans les faubourgs populaires de la ville. Plus de 50 usines transformées par les ouvriers en forteeresses ont été détruites.

Le population d'Athènes et du Pirée a vécu plus d'un mois dens des conditions terribles en ce qui concerne la nourriture, l'approvisionnement en cau, le chauffage, l'éclairage et l'hygiène. Ce sont les étudients, partisens de la résistance, qui se sont occupés dans la mesure du possible du nettoyage des ordures ménagères. Plusieurs cas de typhus ont été remarquées. C'est surtout grâce au service médical exemplaire de l'ELAS. et aux efforts de la Croix Rouge cu'une épidémie a pu être évitée.

Les paysans et les ouvriers du reste du pays ont fait un gros effort pour raviniller les combattants d'Athènes et du Pirée et briser le blocus inhumain des Britanniques.

Les combattants de l'ELAS. n'avaient pas de meilleures conditions de vie que la population civile. Max MILBERG, médecin de l'armée des Etats-Unis, qui a fait une enquête parmi eux, relate: (DAILY WORKER 29-12-44) n'ont pas de linge. Tous manquent plus ou moins de vêtements." Le même médecin a confirmé, que les hôpitaux de l'ELAS. étaient méticuleusement propres mais manquaient de médicaments. Ainsi, un grand nombre de blessés moururent d'hémorragies cu'on ne put arrêter à cause de la pénurie de moyens adéquats.

## L'ATTITUDE DE L' URSS.

"In ce qui concerne la Grèce," relate le journal suisse BASLER NACH-RICHTEN, (13-12-44), "les milieux de Londres constatent que Moscou s'est imposé la plus grande discrétion."

Les journaux soviétiques reproduisaient les informations sur les événements en Grèce sans aucun commentaire. Le 29-12-44, le correspondant à

"La radio et la presse de Moscou gardent une réserve extrême sur la questi on grecque. Leurs rapports quotidiens sur la situation à Athènes ne pro-Le point de vue du gouvernement de Londres est mentionné, ainsi que les critiques de l'opposition anglaise, mais les réactions soviétiques ne donnent aucun commentaire. M. CUTROHILL est personnellement épargné, même dans les citations."

## LA CONTRE-REVOIDITION DE PLASTIRAS.

D'après le correspondent du TIMPS (6-1-45), il n'y avait aucune trace "de volonté conciliatrice du Premier Ministre." PLASTIRAS, d'après le correspondent du journal anglais, défend depuis son arrivé en Grèce le même point de vue, à savoir "que la situation peut être réglée seulement par la force, et il nie toute possibilité de négociations." Il a déclaré que la région d'Athènes pouvait être "nettoyée de rebelles dans 5 jours environ" et le reste de la Grèce grâce à la seule action de la Garde Navio nale dans quelques semaines.

Le général SCOBIE, commandant des forces britanniques, a exigé le règle ment de la situation des prisonniers. Il reproche aux ELAS, de ne pas se conformer aux conventions internationales, d'empêcher la Croix-Rouge de visiter les camps et de prendre des otages civils. Le nombre de ces civils s'élèvereit à 4.000.

MAC MILLAN, ministre résident de Grande-Bretagne dans le Proche Orient, et le maréchel ALTYANDUR, sont arrivés à Athènes. Ils ont conféré avec le général SCOBIE, le régent et le général PLASTIRAS.

SOPHIANOPOULOS de son cté a déclaré: "Les appréhensions injustifiées de la minorité au sujet d'un éventuel doup d'Et: t de la droite ne peuvent plus subsister maintenant que la régence à instituer un gouvernement de gauche à caractre absolument démocratique, présidé par un homme au passé démocratique irréprochable. Par conséquent, le gouvernement s'attend que les conditions du général SCORIT seront acceptées et que le dépôt des armes dans toute la Grèce mettra fin à la lutte cui a plongé la classe ouvrière, en particulier, dans le deuil et les privations.

Dans la présente conflagration internationale, où se joue le destin de monde, a conclu le ministre, la Grèce devrait s'unir et créer les conditions indispensables à sa participation à la lutte commune. Le gouvernement décidé à faire respecter la loi et régner l'ordre, à contribuer par tous les moyens à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs et au r tablissement du véritable esprit de fraternité parmi tous les Grecs."

Le 6-1-45, l'organe du Labour Party Britannique commentant la situation d'Athènes par les troupes de l'ELAS., écrivait: "Le général PLACTIRAS et et ses collaboratours ont déjà dévoilé
leur politique. Elle est diamétrelement opposée à celle annoncée par le
vants:

Le 20 décembre, EDEN fixait les objectifs suia) Terminer le plus mits

a) Terminer le plus vité possible le conflit en Grèce.

b) Etablir un gouvernement représentant tous les partis politiques grecs, y compris l'EAM.

d) Un tel gouvernement procédera à des élections libres.
Amnistie et non pas mesures de v ngerno.

. (22) PLASTIRAS et son ministre des affaires étrangères sophianopoulos veulent exactement l'opposé.

Continuer à se battre et à refuser tout compromis avec l'EAM. b) Rejetter toute idée de participation de l'EAM. au gouvernement. Proceder eux mêmes aux élections après avoir imposer "l'ordre".

Punir les "leaders de le révolte".

950年16年16日

Le 6 et le 7 janvier, les troupes britanniques, gidées par les forces réactionnaires grecques ont poursuivi le nettoyage de la banlieu d'Athènes ot du Piréc. La matinée du 7 janvier, les colonnes mobiles britanniques dirigent vers Kinhissia et Tleusis. D'après le communiqué de SCOBIE, elles n'ont rencontré qu'une faible résistance et ont fait quelques prisonniers. Partout ail'eurs, la situation demeure sans changement.

Le 8 janvier, les Britanniques occupent Kiphissia et le 9 janvier Thèbe à loo Filomètres au nord d'Athènes. Le 9 janvier à Athènes, le journal offi cieux FLFJTHFRIA arnoncait que plusicurs membres du Comité Central du Parti Communiste ont été arrêtés par le "Service spécial de sécurité". Le chef de la police d'Athèns annoncait d'autre part que des mandats d' arrêt avaient été lancés contre plus de 150 TLAS., dont les militants communistes ZEVGOS et PORPHYROGENIS, contre PARTSALIDES, ancien ministre, président du Front National (FAM.) et d'autres anciens ministres de l'PAM. et combattants en vue de l'LAS

On fait appel à le délation et une ordonnance stipule que les biens des personnes visées seront confiscués.

PLa TIRAS a publié un décret "épurant" la police, la magistrature , les services administratifs de tous les éléments patriotiques favorables à

En effet, le Cabinet a décidé la création de Comités composés d'un juge, d'un officier de police et d'un représentant ou employé de chaque administration. Ces comités établiront la liste des employés qui ont pris une part active à la lutte dans l'ELAS. Ces employés seront congédiés et une action ultérieure de "justice" sora engagée contre eux.

Le 10 janvier, on annonce officiellement que le général SCOBIE a conféré avec ZEUGOS, sécrétaire général de l'TAM. et trois autres mem-

## LA CAPITITATION DE L'EAM.

Le 11 janvier, SCOBIF publiait le communiqué suivant: "Les conversations avec les représentants de l'TLAS., qui ont commencé hier après-midi à 16 h. 30 se sont poursuivies jusqu'à 1 h. 30 cc matin. Un accord a été réalisé dans une targe mesure sur les conditions du

Les représentants de l'ELAC. ont déclaré cu'ils étaient prêts à échanger des prisonniers de guerre sur une base de réciprocité, mais jusqu' ici ils n'ont fait aucune proposition au sujet de la libération des otages.

Les conscrvations se poursuivent ce matin."

A cette date, la situation générale en Grèce était de l'avis même de "l'Humanité" du 10-1-44 la suivante "Actuellement, l'armée de l'ELAS. quitte l'Attique, ainsi qu'elle a elle-même proposé lors du voyage de MM. CHURCHILL et EDEN à Athènes. Les forces britanniques avancent pour l'occupation de la région. Ainsi, une colonne blindée anglsise est entrée à Thèse, qu'avait évacué l'FLAS., de même à Lvadia, à 112 kilomètres au nord ouest d'Athènes.

Mais le fait principal caractérisant la situation en Grèce, c'est que les forces patriotiques sont maîtresses de toutes les autres provinces de la péninsule hellène. Un ordre parfait règne à Salonique comme à Janina, en Macédoine comme au Péloponnèse, dans les monts Parnasse et du Pinde. L'TLAS, tient les Thermophyles. "

Le 12 janvier, on arnoncait officiellement les conditions d'armistice signées la voille à Athènes entre les représentants de l'FLAS. et de l'EAM et SCOBIE. Ulles sont les suivantes:

- "1. Afin ouc les discussions puiss nt avoir lieu entre le gouvernement grec et les représentants des ELAS.-EAM. pour le réglement des questions en suspens, les hostilités cesseront à 00 h. ol le 15 janvier 1945.
- 2. Les forces des ELAS. maintenant à l'est et au sud dela ligne générale de la route Itea-Amphissa-Lemia-di-Dhomokos-Farsala et ensuite à l'es le long de la route du village d'Ambella, puis le long de la route de la t piste de Sorestinon-Kanalia-Akr-Kavos-Koutsoumbou se retireront et demoure ront à l'ouest et au nord de cette ligne, afin de permettre un usage sans entrave de ces routes. Elles évacueront toutes les villes et villages indiqués dans cet article. Un tel ropli et une telle évacuation seront terminés à 00 h. el le 18 janvier 1945.
- 3. Les forces des ELAS, se trouvant à présent dans la région autour de Salonique, se retirerent et demourement hors de cette région, évacuant Salonique.
- 4. a) Tous les membres des forces des TAS. dont le lieu normal de résidence se trouve hors du Péloponèse mais qui sont actuellement dans le Péloponèse s'en retireront. Tous les membres des forces des ELAS. dont le lieu de résidence normal est dans le Péloponèse, mais qui se trouvent actuellement ailleurs, seront ramenés dans le Péloponèse et seront alors soumis aux conditions de l'article 5 ci-dessous.

Les représentants du Comité Central des FLAS, qui ent signé le présent document notifierent au commandant en chef immédiatement lors de la signature de celui-ci les effectifs et les emplacements où se trouvent ces membres et de la méthode des routes de repli, qui serent contrôlés par les autorités de transports.

- b) Toutes les forces des FLAS. résident dans les îles de Zente, Eubée, Cythère et dans les groupes des Cyclades et des Sporades seront rétirées. Les représentants indicués ci-dessus notifierent au commandant en chef immédiatement lors de la signature du présent document, les effectifs et les emplacements de ces forces, ainsi que de la méthode et des routes de repli.
- c) Le personnel et les forces rétirées conformément aux conditions de cet article se replieront et demoureront à l'ouest et au nord de la ligne décrite dans l'article 2 ci-dessus.

- d) Un tel retrait sera terminé à 00 h. ol le 24 janvier 1945.
- 5. Tous les membres des ELAC. dont le lieu normal de résidence se treuve à l'intérieur du Péloponèse et cui y sont actuellement scront rétirés et demeureront au sud de la ligne générale de Pyrgos à Argos Co retrait sera terminé à 00 h. ol le 19 janvier 1945.
- 6. En ce qui concerne les prisonniers: a) tout le personnel de service de n'importe quelle nationalité, y compris les policiers et gendarmes grecs capturés par les ELAS. seront relâchés. Tout le personnel grec portent des armes, capturé par les TLAS., y est inclus.

En revanche, les civils détenus par la police civile de l'MAM.ne sont pas compris.

- b) Un nombre égal de prisonniers PLAS. sora relâché par les autorités britannique en échange.
- c) un établissant le nombre des prisonniers destinés à être éch mgés, fixés sous a) et b) de cet article, il ne sera pas tenu compte des grands blessés qui seront remis sans tenir compte de leur nombre.
- d) Tous les civils britanniques capturés seront relâchés, sans tenir compte de l'identité de ceux qui les ont fait prisonniers, de l'endroit où ils ont été capturés ou du lieu où ils se trouvent actuellement.
- c) Les conditions sus-mentionnées seront remplies au moment indicué et conformément aux directives qui seront données par le commendant en chef.
- ). L'inobservation, de la part des forces des FLAS., des conditions de cet accord, ou tout acte hostile à l'égard des troupes brit nniques ou indiennes, du personnel de service, des forces nationales grecoues, de la police ou de la gendarmerie sera considéré comme la rupture de cet armistice.

Cot accord a été préparé en deux copies originales, l'une en anglais, l'autre en grec.

cigné à Athènes, le 11 janvier 1945, à 22 h. 30."

#### APPENDICE:

#### LE DISCOURS DE CHIRCHILL A LA CHAMBRE DES

#### COMMUNES LE 19 JANVIER 1945 (EXTRAITS).

"Nous avons envoyé à ces hommes pendant plusieurs années des arme en cuentités considérables dens l'espoir cu'ils se battraient contre les 'llemands.

Ils recurent ces armes et les gardèrent avec d'autres encore cu'ils prirent ou achetèrent aux Allemands au ment de leur retraite, ou cu'ils acquirent par d'autres moyens dans le but de prendre le pouvoir et de se saisir de l'Ptat grec à Athènes dès le départ des Allemands.

#### THE COMMINISTER GRECS.

Je dois dire qu'lques mots de ces communistes grecs parmi lesquelles se trouvent aussi des éléments macédoiniens et bulgares profess-

ant probablement des idées territoriales qui leurs sont propres.

Ce sont des gens formidables. Ils ont des conceptions et une politique qu'ils poursuivent avec des méthodes implacables, alors que le reste de la population dans cette région s'est simplement efforcé à rester uni corps et âme. Il a été dit que j'ai commis une erreur en sous-estimant la force de l'FLAS., dirigé par les communistes.

Je dois reconnaître que je les jugeais d'après leur lutte contre

les 'llemands

In ce cui me concerne, je ne suis pas du tout prêt à leur payer le tribut d'admiration que nous avons vouée à l'héroique maquis français ou belge ou aux hommes qui en Italie, dans les montagnes, ont livré des

combats désespérés.

Il semble qu'ils se sont assez bien accomodé de l'occupation nazie, fixant leur attention sur des questions locales beaucoup plus importantes, qu'ils se préparent à résoudre le jour où la guerre seralt finie. Chacque rencontre faisait l'objet de disputes et quand ces rudes montagnards se furent bien implantés à 'thènes, les 7 communistes, comme mûs par un ressort, démissionnèrent, à l'exception d'un seul, resté quelque peu en retard, mais qui sous la menace d'une mort violente, se dépâcha de rattrapper les autres.

#### L'AVANCE DES ELAS.

Nous arrivâmes alors à une nouvelle phase au sujet de la de il n'était pas possible de consulter aucun de nos alliés, car il nous

falleit entrer immédiatement en action.

Pendant la nuit du 4 au 5 décembre, une série de télégrammes nous parvinrent, relatant que les forces de l'ELAS. étaient à uelcues 1.500 mètres du sige du Gouvernement Grec et de l'hôtel de la Grande Bretagne, et à une distance enalogue de l'ambassade Britannique, et il sombleit que son investissement ou en tout cas celui du siège du Gouvernement grec par cette populace bien armé et bien commandé, Un membre: "... par ces brigands!"- (Churchill:) ...brigands si l'honorable représentant le désire, était imminent.

Presque tous les postes de police à Athènes et au Pirée avai ent été occupés ou pris d'assaut par les forces de l'ELAS., certains après le meurtre de tous leurs défenseurs. Le feu était ouvert un peu partout à travers la ville. Les combats s'amplifiaient. Ils s'approchient. Pendant trois ou quatres jours nous nous battimes pour empêcher un bideux massacre au centre d'Athènes où toute forme de gouvernement eut

été balayée et le Trotskysme triomphant instauré.

Je crois que "Trotskysme" est une bien meilleure définition du communisme grec et de certaines autres sectes que le terme habituel. Il a l'avantage d'être également hai en Russie. (Rires prolongés). Grâce à notre flaire et grâce aussi à la résolution d'une poignée de soldats britanniques qui se trouvaient sur les lieu, les assaillants furent repoussés. Ainsi Athènes et, comme je le crois fermement, la liberté de la Grèce, furent sauvés.

L'archevêque me fit l'impression d'être un homme remarquable, sa haute coiffure épiscopale se dressant physiquement et moralement au-dess us de cette situation chaotique. Je suis persuadé qu'il n'aurait t pas assumé ses responsabilités, s'il ne s'était pas librement fait une opinion.

Il fit appel su général Plastiras, qui, sous sa direction, forma un gouvernement du genre que je viens de dire: libéral, socialiste, de gauche, démocratique et républicain, en un mot: comme on nous l'a assuré, comprenant toutes les tendances modernes, mais, sans aucun doute, viollemment opposé aux communistes.

Les troupes acceptèrent d'accomplir leur devoir avec le plus grand loyalisme et elles exprimèrent fréquemment l'opinion que ces gens contre les quelles elles se battaient étaient encore plus répugnant que les Allemands."

EXTRAIT D'INT DEPUCHE DE L'AMBASSADEUR BRITANNIOUE A ATHENES, IN

## PAR CHURCHILL AUX COMMUNES:

breux, mais bien armé, a fait règner la terreur sur tout le pays Personne ne peut évaluer le nombre de personnes tués ou arrêtées avant que la révolt ou éclaté ouvertament à Athènes, mais cuand on pourra savaoir la vérité, e olle sora terrible.

Quand les combats commencèrent à Athènes, les brutalités s'accrurent repidement. Des hommes, des femmes et des enfants furent assassinés et des milliers d'otages pris, trainés le long des routes et abandonnés la mort. Des repports des coloniques relatent des faits analogues."

## DES DOCUMENTS OUI DOIVING ETRE DEPOSES.

Mr. Bevan (soc.) intervient: "Si je comprends bien, le premier ministre se refaire à un télégramme qui lui a été envoyé. Pourrions-nous prendre la liberté de lui demander de déposer ce document?"

Mr. Gallacher (comm.) demende si le Premier Ministre voudrait bie se référer aussi à un de ses propres articles d'il y a 25 ans sur la

Russic soviétique?"

Mr. Churchill: " Evidemment, la réflexion ou'il m'est arriver de

faire l'autre jour à Mr. Gallacher l'a beaucoup vexé."

Le mardi précédent en effet Mr. Gallacher étant intervenu au cours de l'interpellation sur la politique gracque, le Premier Ministra riposta que l'honorable membre ne devreit pas s'échauffer outre mesure à propos de ces questions, autrement il courait le risque d'être accusé de trotskysme."

1. TLAS. Mr. Churchill expose longuement les prétendues atrocités de

Mr. Gallacher: " On la connait, la chanson!"

Mr. Churchill: "Vous aurez le plaisir non seulement de l'entendre mais sussi de la lire dans les documents."

Mr. Gellacher: "Nous avons déjà entendu tous ces mensonges."

### A PROPOS DE TIAMNISTIE.

Mr. Churchill: "C'est, je pense, l'intention du régent et du général Plastiras d'élargir le gouvernement, mais nous devons les Taisser régler cette affaire sans essayer tout le temps d'intervenir.""Il serait pourtant loyal de ma part de déclarer à la Chambre que je ne crois pas cu'aucune des autorités existantes à Athènes serait disposé de travailler avec les communistes cui ont attacués la ville."

"L'opinion qui domine à travers la région libérée c'est cu'il ne doit pas y avoir d'amnistie. Et même quand nous étions là-bas il y a troi semaines, des groupes d'hommes pauvrement vêtu ont passé avec des pla-

cards, portant ces mots: "Pas d'Amnistie!"

Les passions sont exaspéré et l'ont été plus enco re à ce que l'on m'a appris en raison des débats qui ont eu lieu dans cette Chambre." "L'ordre de "Cesser le feu'" a retenti en Grèce. Les forces de l'FLAS. sont en train de se retirer, non seulement du secteur d'Athènes, où elles ont été battus par les armées britanniques, mais aussi de Salonique, dont elles avaient le contrôle absolu. La ligne de démarcation attribue grosso modo aux Britanniques la même région que celle qui a été effectivement occupée par les Allemands. Les ELAS. se retirent dans les montagnes, où les forces des guerillas neuvent continuer pendant un certain temps è se battre contre des ennemis bien armée. Ils ont procédé à des échanges de prisonniers à part égales, ce qui a pour résultat de laisser un grand nombre de prisonniers de l'MLAS. entre les mains des Britanniques. D'autre part, les FLAS. ont ammené des otages dans les régions contrôlées par eux. De toute évidence, la trève constitue un étet d'équilibre instable, un temps d'arrêt pour préparer une politique nouvelle.

La grande question qui se pose nour le Gouvernement Britannique c'est de savoir quelle est le pol-itique à suivre. Il y a deux alternatives. L'une consiste à considèrer l'ELAS. et l'TAM. comme des groupements vaincus et dissous, sans bases populaires, une bande de rebelles, qui ont essayer de s'emparer du pouvoir, par la violence et qui ayant échoé, peuvent maintenant être écrasé par le Gouvernement Grec impartiale et républicain du général Plastires. Mais il y a une autre politique possible en Grèce qui est tout l'opposé de la précédente. C'est celle esquissé par Mr. Eden, le 20 décembre aux Communes, et qui devrait être encore la politique du Gouvernement de sa Majesté. C'est tout simplement d'utiliser la trêve pour ramener l'EAM. dans le gouvernement grec sur la base d'un commun accord sur les problèmes du désarmement et d'une politique commune pour procéder à des élections libres.

La seule issue est d'imposer des négociations. Dans une large mesure, le Gouvernement Pl stiras est lour oeuvre. IL REPOSE SUR LES ARMES BRITANNICUES. Il est par conséquent essentiel qu'on ne s'écarte pas de la politique préconisé par le Gouvernement Britannique- une trêve suivi de négociations, d'une constitution ée la coalition, d'un accord sur le désarmement et finalement d'élections LIBRES."